Les migrations comoriennes dans l'ouest de l'Océan indien

Histoire et dynamiques contemporaines

Amélie Barbey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/344>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.344

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 154-164

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Amélie Barbey, « Les migrations comoriennes dans l'ouest de l'Océan indien », *Hommes & migrations* [En ligne], 1279 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/344> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.344

Les migrations comoriennes dans l'ouest de l'Océan indien

Histoire et dynamiques contemporaines

Par Amélie Barbey,
ethnologue, IDEMEC (Institut d'ethnologie européenne,
méditerranéenne et comparative)

Port Moroni
© Amélie Barbey

Actuellement, un Comorien sur quatre vivrait à l'extérieur du pays. Destinations attractives pour les populations des Comores depuis le XIX^e siècle, la côte et les îles d'Afrique de l'Est ont laissé place aux pays du Golfe. À l'indépendance de l'archipel en 1975, les migrants tournent leurs regards en direction de l'Europe. Le processus de départementalisation en cours à Mayotte en fait une porte d'entrée privilégiée vers la France, où vivent la majorité des émigrés comoriens. Histoire d'une migration insulaire.

Les habitants de l'archipel des Comores appartiennent à un monde aux multiples interconnexions, caractérisé par de fréquents échanges de biens et des déplacements humains. Ancienne colonie française, l'archipel des Comores se compose d'un État indépendant, l'Union des Comores, constitué de trois îles (la Grande Comore, Anjouan et Mohéli) et d'une île restée française, Mayotte. Un premier peuplement sédentaire a lieu au IX^e siècle, en provenance de la côte africaine, puis des populations affluent de tout le pourtour de l'Océan indien⁽¹⁾. Dès le VI^e siècle, Chirazi et Omani⁽²⁾ descendent le long de la côte africaine jusqu'au nord de Madagascar. Ils contribuent, en fondant des comptoirs, à la mise en réseau de toute la zone ouest de l'Océan indien. Ces circulations incessantes entre l'est du continent africain, les îles (Zanzibar, Lamu, Pemba, les Comores...) et les deux rives du canal du Mozambique ont donné naissance, dès le X^e siècle à une langue, le proto-kiswahili, qui permet la communication entre des groupes variés⁽³⁾.

Les migrations des Comoriens ont eu des buts commerçants, des causes politiques, mais ce sont aujourd'hui les motifs coutumiers et économiques qui dominent. Les mouvements de population au départ des Comores privilégient certaines destinations selon les époques. Ce sont d'abord l'Afrique de l'Est, la péninsule arabique et Madagascar. Puis, le développement de l'économie de plantation à La Réunion et à Mayotte en font de nouvelles destinations pour les travailleurs engagés. À partir de la Seconde Guerre mondiale et, à plus forte raison depuis l'indépendance de l'État comorien, proclamée en 1975, les flux migratoires se réorientent massivement vers la France métropolitaine⁽⁴⁾.

Quand elles existent, les migrations préparatoires à une migration vers l'Europe se font d'emblée vers l'étranger. Les migrations récentes vers La Réunion ou Mayotte peuvent apparaître comme des étapes vers la métropole. On ne constate pas, aux Comores, d'exode rural massif. Les échanges entre les îles sont entravés par l'absence de liaisons régulières.

Vers l'ère swahili : stabilité politique et prospérité

Les flux migratoires anciens dans l'ouest de l'Océan indien s'orientent principalement du nord vers le sud, drainant les Hadramis en provenance du Yémen, le long de la côte africaine. Ils s'inversent à partir du XIX^e siècle⁽⁵⁾. Ces migrations vers la côte africaine et l'Arabie concernent surtout des Grands Comoriens, menacés par l'instabilité politique et par la spoliation des terres agricoles⁽⁶⁾. Le sultanat d'Oman, qui s'étend alors jusqu'à Zanzibar, a instauré une certaine stabilité poli-

Archipel des Comores : union des Comores et Mayotte

tique. Des familles, victimes des querelles de succession qui agitent la Grande Comore, choisissent donc d'y trouver refuge. En parallèle, des marchands comoriens s'installent sur le port de Zanzibar-ville, carrefour de multiples routes commerciales. Les traces des anciennes migrations comoriennes dans la région peuvent encore être observées, notamment au travers des cultes de possession⁽⁷⁾.

À la fin du XIX^e siècle, les ordres mystiques musulmans permettent la diffusion de l'islam au-delà de l'élite politique et sociale où il était resté cantonné jusqu'à présent. Ces confréries, qui mettent en relation les lieux saints de la péninsule arabique et la côte africaine⁽⁸⁾, favorisent la circulation des savants et des étudiants. Les *ulama* comoriens ont largement pris part à ces activités missionnaires⁽⁹⁾. Les confréries religieuses, aux Comores et dans la diaspora, entretiennent toujours la mémoire de ces religieux, en donnant une place importante aux récits de leurs voyages⁽¹⁰⁾.

À la fin du XIX^e siècle, on évalue à 2 % la part des Comoriens dans la population zanzibarie⁽¹¹⁾. Cette proportion se maintient jusqu'au milieu du XX^e siècle. En 1964, la France tarde à reconnaître le nouvel État tanzanien (rassemblant le

Tanganyika et Zanzibar). En représaille, S.A. Karumé, vice-président de Tanzanie et président de l'île de Zanzibar, ordonne l'expulsion des Comoriens. Trois milles d'entre eux auraient ainsi été rapatriés⁽¹²⁾ vers les Comores.

L'inversion des flux

Jusque dans les années soixante-dix, Zanzibar ou Lamu fonctionnent encore comme des tremplins vers Al-Azhar. Les élèves comoriens y effectuent leurs études primaires. Ils peuvent ensuite poursuivre leur cursus dans la célèbre mosquée-université cairote. À Marseille, deux des *ulama* parmi les plus influents ont connu ce type de migration⁽¹³⁾. L'un a étudié à Zanzibar, à Nairobi, puis au Caire ; l'autre à Lamu, à Madagascar et à Nairobi. Chaque étape de ces parcours migratoires correspond à la fréquentation d'une nouvelle école. Ce faisant, ils ont participé à un mode d'apprentissage qui menait les élèves d'un maître à l'autre. Envoyés par leurs parents vers un *alim* souvent lié à la famille, ils ont quitté leur village à la fin de l'adolescence. À l'issue de leur cursus, peu optimistes quant à leurs perspectives d'avenir au pays, ils choisissent de poursuivre leur migration⁽¹⁴⁾.

Désormais, les nouvelles générations d'étudiants en théologie musulmane s'orientent vers l'Arabie saoudite, les pays du Golfe ou l'Égypte. La côte et les îles d'Afrique de l'Est ont perdu de leur attrait. Les étudiants sont recrutés sur concours dans les écoles coraniques comoriennes, où les lauréats se voient offrir des bourses d'étude. L'université Al-Azhar conserve une place importante dans les migrations estudiantines, accueillant près d'un millier de Comoriens⁽¹⁵⁾. Ces départs vers les pays arabes augmentent dans les années quatre-vingt-dix, parallèlement à la dégradation du système scolaire comorien. Mais, de retour aux Comores, les diplômés ne peuvent généralement prétendre qu'à des emplois peu lucratifs de maîtres coraniques ou de professeurs de langue arabe. Frustrés par cette situation et se sentant en opposition avec bon nombre de traditions comoriennes, ils nourrissent ensuite d'autres flux migratoires.

Madagascar, le centre administratif de la colonie

Bien que très anciens, les liens qui unissent les peuples malgaches et comoriens⁽¹⁶⁾ restent faiblement documentés jusqu'à l'époque coloniale. On suppose néanmoins qu'ils remontent au début du peuplement des deux ensembles. De 1908 à 1946, les Comores sont administrativement rattachées à Madagascar. Ce statut et les

L'archipel des Comores et le sud-ouest de l'océan indien

besoins importants en main-d'œuvre que connaît la Grande Île encouragent l'installation de nombreux Comoriens, notamment dans les villes de Majunga (au nord-ouest), Diego-Suarez (au nord) et Tananarive (au centre).

La communauté comorienne y est alors essentiellement composée de petits employés (gardiens, cuisiniers, vendeurs ambulants...). Mais elle compte également quelques fonctionnaires, gros commerçants et étudiants, ces derniers résidant principalement à Tananarive⁽¹⁷⁾. La part importante des femmes et des enfants, les fréquents mariages avec des Malgaches, la construction de mosquées et d'écoles coraniques, témoignent d'une volonté d'implantation définitive⁽¹⁸⁾. Dans les grandes

villes cosmopolites comme Majunga et Diego-Suarez, les Comoriens sont probablement les étrangers qui se sont le plus mêlés aux Malgaches.

Après la Seconde Guerre mondiale, deux groupes de travailleurs viennent intensifier le flux migratoire comorien : les policiers recrutés par la France pour endiguer les mouvements insurrectionnels malgaches et les hommes souhaitant s'engager dans la marine. C'est cette dernière catégorie de travailleurs qui compose la première vague de migration vers la France métropolitaine. En 1960, l'accession de Madagascar à l'indépendance n'affecte pas directement la vie des immigrés. Ce n'est qu'en, avec 1972 et la dénonciation des accords passés avec la France, qu'ils commencent à se sentir menacés.

Émeutes de Majunga et rapatriement des Comoriens

Dans les années soixante, Majunga⁽¹⁹⁾ est, avec 30 000 Comoriens, la première ville comorienne au monde. En décembre 1976, un heurt mettant aux prises des Comoriens et des Betsirebaka (Malgaches immigrés originaires du sud-est de l'île), dégénère en émeutes anti-comoriennes, qui aboutissent au massacre de plus d'un millier d'entre eux. L'explication par des causes sociales paraît la plus pertinente : la lutte de la fraction la plus pauvre d'une population, les Betsirebaka, contre une autre population, plus aisée, qui habite dans son environnement immédiat. Cependant, une lecture ethno-culturelle, dénonçant une certaine arrogance des Comoriens, a souvent été préférée⁽²⁰⁾. Dans les deux camps, les leaders politiques ont pour leur part avancé une interprétation qui suit la théorie du complot. Le gouvernement comorien d'Ali Soilihi (1975-1978), considérant le régime de Ratsiraka (président de Madagascar de 1975 à 1993, puis de 1997 à 2002) comme ami, parle d'une conspiration ourdie conjointement par la France, les Mahorais et les partisans de l'ancien président en exil, Ahmed Abdallah.

Les Sabénas ouvrent la voie

En janvier 1977, 16 000 Comoriens sont rapatriés de Majunga à l'aide d'un avion de la Société anonyme belge de navigation, (Sabena). Le nom de la compagnie sert depuis à les désigner. À leur suite, des Comoriens installés dans d'autres villes de Madagascar opèrent un mouvement de retour vers les Comores, de crainte d'être victimes du même sort. Les familles évacuées sont d'abord maintenues à l'écart de leurs villages avant d'être autorisées à rejoindre les membres de leur parentèle. Cette précaution a été prise par les autorités comoriennes afin d'éviter de trop

grandes effusions et les troubles éventuels qui pourraient s'ensuivre⁽²¹⁾. Ces familles, dont beaucoup ont quitté l'archipel depuis plusieurs générations, éprouvent souvent des difficultés d'adaptation. Le départ de la grande ville vers les zones rurales, le caractère liberticide du régime en place, pousse un grand nombre à une nouvelle émigration vers la France métropolitaine et La Réunion. Le besoin de liberté de ces rapatriés, leur distance critique à l'égard des traditions comoriennes, sont encore revendiqués par les *Sabénas* et leurs descendants⁽²²⁾.

Les événements de Majunga ne marquent pas la fin des relations entre Madagascar et les Comores. La Grande Ile reste une destination majeure pour les étudiants d'origine comorienne et les nombreux liens que les anciens migrants y ont noués donnent lieu à des visites familiales lors de grands événements (mariages, décès...). Un courant migratoire inverse amène désormais des Malgaches à Mayotte.

Vers La Réunion : des migrations anciennes et oubliées

Les migrations contraintes de Comoriens vers La Réunion sont largement occultées dans les mémoires, aussi bien comoriennes que réunionnaises. Les premiers Comoriens qui y sont amenés sont des esclaves, généralement acheminés via Madagascar. Au milieu du XVIII^e siècle, les Malgaches organisaient en effet des rafles afin de se fournir en esclaves qu'ils revendaient en partie aux planteurs des Mascareignes. Des migrations contraintes se sont poursuivies après l'abolition de l'esclavage avec la venue de travailleurs engagés, notamment après la fin du recrutement des Indiens (1882)⁽²³⁾. Si ces migrations sont peu connues aujourd'hui, leur apport n'en reste pas moins perceptible dans certains rituels thérapeutiques. Comme à Zanzibar, les "esprits" qu'ont amenés avec eux les Comoriens leur ont survécu. Le culte des ancêtres fait une place aux ancêtres comoriens au côté de ceux, plus nombreux, venus de Madagascar, du Mozambique ou du Tamil Nadu. Cependant, les migrations récentes ne se sont pas réapproprié cet héritage.

Les migrations d'hommes libres à destination de La Réunion ne deviennent vraiment significatives qu'après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années soixante-dix, la volonté affirmée à Madagascar de "malgachiser" l'administration (1972), l'indépendance des Comores (1975) et les émeutes de Majunga (1976-77) viennent nourrir d'importants flux migratoires. Il est donc difficile d'y dénombrier la population comorienne souvent née hors de l'archipel. En 2004, on recense à La Réunion, pour une population totale de 800 000 habitants, 2000 à 3000 personnes natives des Comores et 8000 à 12000 personnes natives de Mayotte⁽²⁴⁾.

Une destination de moins en moins attractive

Aujourd'hui, le taux de chômage important qui sévit à La Réunion décourage les migrations de travail. Depuis les années quatre-vingt-dix, c'est principalement le rapprochement des familles qui motive l'arrivée des migrants comoriens. L'immigration mahoraise, elle, tend à augmenter. Détenteurs de la nationalité française, les Mahorais peuvent se rendre sans entrave dans ce département français. Ils y sont, entre autres, attirés par les aides sociales inexistantes à Mayotte (RMI, Allocation parent isolé, etc.). Les deux groupes, Mahorais et Comoriens, sont souvent confondus par les Réunionnais et font l'objet d'un même rejet par les franges les plus défavorisées de la population, avec lesquelles ils entrent en concurrence, par exemple, dans l'accès aux logements sociaux.

Les conditions de vie de beaucoup de familles comoriennes sont marquées par la précarité. Nombreuses sont celles qui logent dans des zones d'habitats informels de type bidonville. Pour beaucoup de Comoriens, l'installation à La Réunion n'est qu'une étape dans un parcours migratoire. Ainsi, un quart des Comoriens installés à La Réunion a déjà vécu hors de son île (à Madagascar ou à Mayotte le plus souvent) et beaucoup se rendent ensuite en France métropolitaine. À Marseille, on peut rencontrer des femmes qui, suite à un divorce ou à un veuvage survenu à La Réunion, ont gagné la cité phocéenne où elles peuvent s'appuyer sur un réseau familial et ont plus d'espoir de trouver un emploi qui leur permette de subvenir à leurs besoins.

S'ils sont souvent en butte au racisme, beaucoup de Comoriens apprécient néanmoins la grande diversité de la population réunionnaise et la liberté d'affirmation identitaire qui a cours dans cette société créole. Ainsi, il leur semble plus facile de pratiquer la religion musulmane et de la transmettre aux enfants à La Réunion qu'en métropole⁽²⁵⁾. Les associations villageoises permettent également à ces immigrés le maintien d'une sociabilité proche de celle qu'ils connaissent dans leurs villages d'origine. Enfin, les pratiques de sorcellerie prêtées aux Comoriens peuvent éveiller la crainte des Réunionnais, mais elles s'avèrent également particulièrement lucratives puisque de nombreux habitants de l'île ont recours à des *walimu* (sorciers-devins-guérisseurs) comoriens. Ces derniers obtiendraient des gains bien supérieurs à ceux de leurs collègues installés dans l'Hexagone⁽²⁶⁾.

Les conditions de vie de beaucoup de familles comoriennes sont marquées par la précarité. Nombreuses sont celles qui logent dans des zones d'habitats informels de type bidonville.

Mayotte, un bout de France aux Comores...

Géographiquement et culturellement, Mayotte fait partie de l'archipel des Comores. C'est par cette île que commence la colonisation française, quand le sultan à la légitimité contestée, Andriantsuli, fait appel aux puissances coloniales alentour (France, Royaume-Uni, Portugal) pour l'aider à combattre les invasions malgaches qui menacent les îles des Comores depuis la fin du XVIII^e siècle. En 1841, il cède son île à la France. L'acquisition est entérinée par Louis-Philippe en 1843. En 1886, le protectorat français s'étend aux autres îles⁽²⁷⁾. À partir de 1946, quand l'archipel est détaché de la colonie de Madagascar, c'est à Mayotte qu'on installe le centre administratif des Comores.

Mais, lors de la décolonisation, le destin de Mayotte s'éloigne de celui des autres îles. En 1958, au cours d'un premier référendum d'autodétermination, les Comoriens expriment la volonté de rester dans l'ensemble français. Les administrations sont progressivement déplacées en Grande Comore. Moroni devient la capitale administrative de l'archipel en 1966. Les Mahorais voient alors disparaître les activités économiques liées à la présence des fonctionnaires et craignent une suprématie grand-comorienne. Des mouvements politiques commencent à défendre l'idée d'une identité culturelle mahoraise distincte de celle des autres îles.

En 1974, la population comorienne est consultée une seconde fois : à Mayotte, 65 % des votants s'opposent à l'indépendance, tandis que les votes de l'ensemble des Comoriens s'expriment à 95 % en sa faveur. Contrairement aux recommandations de la charte de décolonisation des Nations Unies, le Parlement français procède à un décompte des voix île par île. Face à cette manœuvre, Ahmed Abdallah, chef de l'exécutif comorien sous le régime d'autonomie interne, proclame unilatéralement l'indépendance. Mayotte est désormais considérée par l'ONU comme un territoire occupé. Cette volonté exprimée par les Mahorais de se maintenir dans l'État français suscite la méfiance des populations des nouveaux pays indépendants où ils étaient les plus nombreux, à Zanzibar d'abord, puis à Madagascar.

Un eldorado de proximité

Le statut de Mayotte n'a pas cessé d'être modifié, depuis sa séparation d'avec les autres îles, en vue d'une éventuelle départementalisation. Ce processus vient d'être réenclenché par un nouveau référendum. Le 29 mars 2009, la population mahoraise a décidé de faire de l'île le 101^e département français⁽²⁸⁾.

Progressivement, des écarts de niveau de vie se sont creusés entre Mayotte et les îles de l'État comorien. La présence d'équipements publics (écoles, hôpitaux...) attire de

nombreux migrants, notamment en quête de soins. L'accroissement rapide de la population et l'urbanisation qui en découlent ont conduit à une transformation radicale de l'espace mahorais⁽²⁹⁾. La circulation des hommes et des biens se fait sans restriction jusqu'à l'instauration du "visa Balladur" en 1995. Extrêmement difficile à obtenir, il pousse l'essentiel des migrants à entreprendre la traversée dans la clandestinité. Malgré les dispositifs de surveillance, le lagon de Mayotte est une des frontières les plus poreuses de France.

Les immigrés comoriens en situation régulière poursuivent souvent la migration avec un nouveau départ vers la Réunion ou la France métropolitaine. En effet, il est difficile, à Mayotte, de gagner l'argent nécessaire à l'entretien d'une famille ou à la réalisation du "Grand-mariage"⁽³⁰⁾. De plus, les Comoriens sont souvent menacés par des mouvements de xénophobie qui reviennent périodiquement. Ces heurts entre personnes originaires des différentes îles trouvent un large écho dans la diaspora comorienne. En effet, à La Réunion, à Paris ou à Marseille, Mahorais et Comoriens sont amenés à cohabiter et sont rejetés dans la même altérité par la société française. Ils sont généralement touchés par les mêmes préjugés tant ils sont apparentés par la langue, le vêtement, la pratique religieuse... Les questions relatives au statut de l'île, à la condition des immigrés et à leurs relations avec les Mahorais sont au cœur de tous les débats organisés par les associations de la diaspora.

Quand l'Europe focalise tous les espoirs

Aujourd'hui, les flux migratoires de l'archipel des Comores vers les pays de la zone Océan indien tendent à se tarir. Seule Mayotte fait exception à la règle en raison de la faible distance spatiale qui la sépare de ses îles sœurs. Si le monde arabe continue d'attirer des étudiants, c'est souvent parce que ce sont les seuls pays à leur offrir des bourses. C'est la France, ou plus largement l'Europe, qui est généralement visée par les migrants. En effet, beaucoup partent afin de pouvoir remplir de coûteuses obligations qui leur sont imposées par la tradition, notamment en Grande Comore⁽³¹⁾. Les séjours en Afrique de l'Est, à Madagascar ou dans les îles françaises de l'Océan indien ne leur permettent que difficilement d'amasser les sommes requises. D'autre part, la présence d'environ 200 000⁽³²⁾ de leurs compatriotes dans les grandes villes françaises assure aux nouveaux venus la possibilité d'un accueil et d'une aide à l'insertion. Les réseaux familiaux et villageois peuvent ainsi être sollicités dans les recherches d'un logement, d'un emploi, d'un conjoint... Enfin, parce que l'indépendance ne remonte qu'à 1975, un nombre important de Comoriens a pu conserver la nationalité française et peut donc gagner le territoire français, dès lors qu'ils en ont les moyens financiers. ■